



**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE DE LA COMMUNE DE MORILLON N°006/2026  
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL SUR LA PLACE DE  
LA TÉLÉCABINE AU 488 ROUTE DE SAMOËNS**

Le Maire de la commune de Morillon,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du commerce,

VU l'arrêté municipal n°2020-34 en date du 1<sup>er</sup> juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature de Monsieur le Maire à Mme Stéphanie BOSSE, 3<sup>ème</sup> adjointe,

VU la demande présentée en date du 3 janvier 2026, par laquelle Madame Axelle BOUVIER, présidente de l'association APE « L'Ecole Ensemble » sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal sur le parking de la télécabine au 488 route de Samoëns à Morillon ;

**ARRETE**

**Article 1 :** L'association école ensemble est autorisée à occuper le domaine public sur le parking de la télécabine au 488, Route de Samoëns à Morillon afin d'organiser une vente de crêpes, chocolat chaud et vin chaud.

**Article 2 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour :

- Le dimanche 8 février 2026
- Le dimanche 15 février 2026
- Le dimanche 22 février 2026
- Le dimanche 1er mars 2026

de 15h à 18h.

**Article 3 :** L'association veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 4 :** La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par l'organisatrice, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 5 :** L'association devra laisser un passage d'un mètre vingt minimum devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres sur le domaine public réservé à ces fins.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Dans cette hypothèse, le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois à compter de la réponse explicite de l'auteur ou de la réponse implicite de l'auteur, laquelle intervient deux mois après le recours gracieux.

**Article 7 :** Monsieur le Maire de Morillon est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

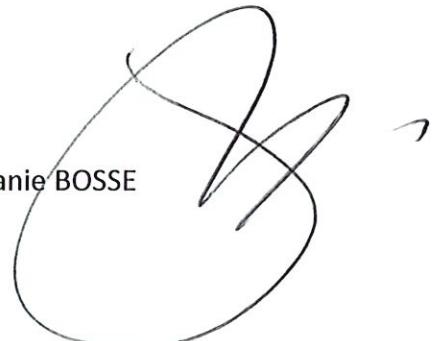
- ☞ Monsieur l'adjudant-chef de la gendarmerie de Taninges-Samoëns,
- ☞ Monsieur le chef de centre de secours de Samoëns,
- ☞ L'association APE « l'Ecole Ensemble »,
- ☞ Le Responsable des Services Techniques de la commune de Morillon,
- ☞ Le policier municipal de la commune de Morillon

Fait à Morillon, le 16 janvier 2026

Par délégation,

La 3<sup>ème</sup> Adjointe,

Stéphanie BOSSE



Notifié le :

Affiché le :

*Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.*